

L'ADEB EN DEMI-TEINTE: CHANTIERS À LA PELLE MAIS RECRUTEMENTS À LA PEINE

| BAROMÈTRE | ENTREPRISES | GRANDS TRAVAUX | ADEB | EMPLOI | INVESTISSEMENTS | INFRASTRUCTURES |

L'Adeb (Association des Entrepreneurs Belges de Grands Travaux) publie son 6^e Baromètre annuel. Il scanne l'état de santé de ces majors de la construction en Belgique et mesure la confiance de leurs dirigeants. Cinq grands constats en demi-teinte sortent de l'analyse: les investissements publics restent en deçà de la moyenne européenne et des besoins économiques du pays; la confiance des patrons est en forte baisse malgré la bonne santé des entreprises; le nombre d'emplois a augmenté de 7,4% entre 2017 et 2018; 91% des entreprises devraient engager du personnel dans l'année mais la majorité estime qu'elle ne trouvera pas le personnel qualifié recherché et il est urgent de prévoir un plan de réfection des ponts en Belgique. Un bilan contrasté, mais traversé par une préoccupation majeure, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Bonne santé et inquiétude

Fait encourageant, 84% des dirigeants d'entreprises belges de grands travaux déclarent leur entreprise en bonne santé. Un taux record qui s'explique par l'ouverture de nombreux chantiers longtemps attendus, comme les tunnels bruxellois, le Plan wallon d'investissement ou la liaison Oosterweel à Anvers. Seuls 12% estiment leur situation préoccupante en 2019, contre 19% l'an dernier. Mais bonne santé ne va pas forcément de pair avec confiance. En effet, 90% des patrons se déclarent modérément confiants, voire inquiets pour l'avenir.

1.500 postes vacants

Deux grandes préoccupations taraudent les membres de l'Adeb: la pénurie structurelle de personnel qualifié déjà citée, d'une part, le manque de vision politique en termes d'aménagement du territoire, d'autre part.



Didier Cartage, directeur général de l'Adeb, et **Frédéric Loriaux**, président de l'Adeb et directeur général de CIT Blaton: «quand on engage un jeune à la sortie de ses études, il faut environ 10 ans pour qu'il devienne autonome. Or, nous n'avons aucune visibilité quant au volume de travail qui nous attend au-delà de la date de fin du chantier».

Dans une moindre mesure, la concurrence sur les prix, le dumping social et la charge administrative inquiètent également.

En 2018, ils ont engagé 1.281 personnes portant le nombre total d'emplois directs dans le secteur des grands travaux à 18.403 personnes (+7,4%). Cette hausse touche tant les ouvriers (+6,1%) que les employés (+8,3%). La pénurie est, elle, estimée à 1.500 postes à pourvoir et prend de l'ampleur d'année en année pour concerner 59% des dirigeants en 2019.

Face à la quantité de travail, 91% des entreprises souhaitent recruter en 2019 (un chiffre stable par rapport à 2018), mais près de la moitié estime qu'elle ne trouvera pas les profils recherchés. Et la pénurie concerne tant les ouvriers que les employés. L'émergence de nouveaux métiers liés à la digitalisation ou à l'engineering modifie, elle aussi, le profil des travailleurs et, partant, leurs compétences.

Impact technologique

L'intégration de la technologie est d'ailleurs vue comme le plus gros défi à 5 ans du

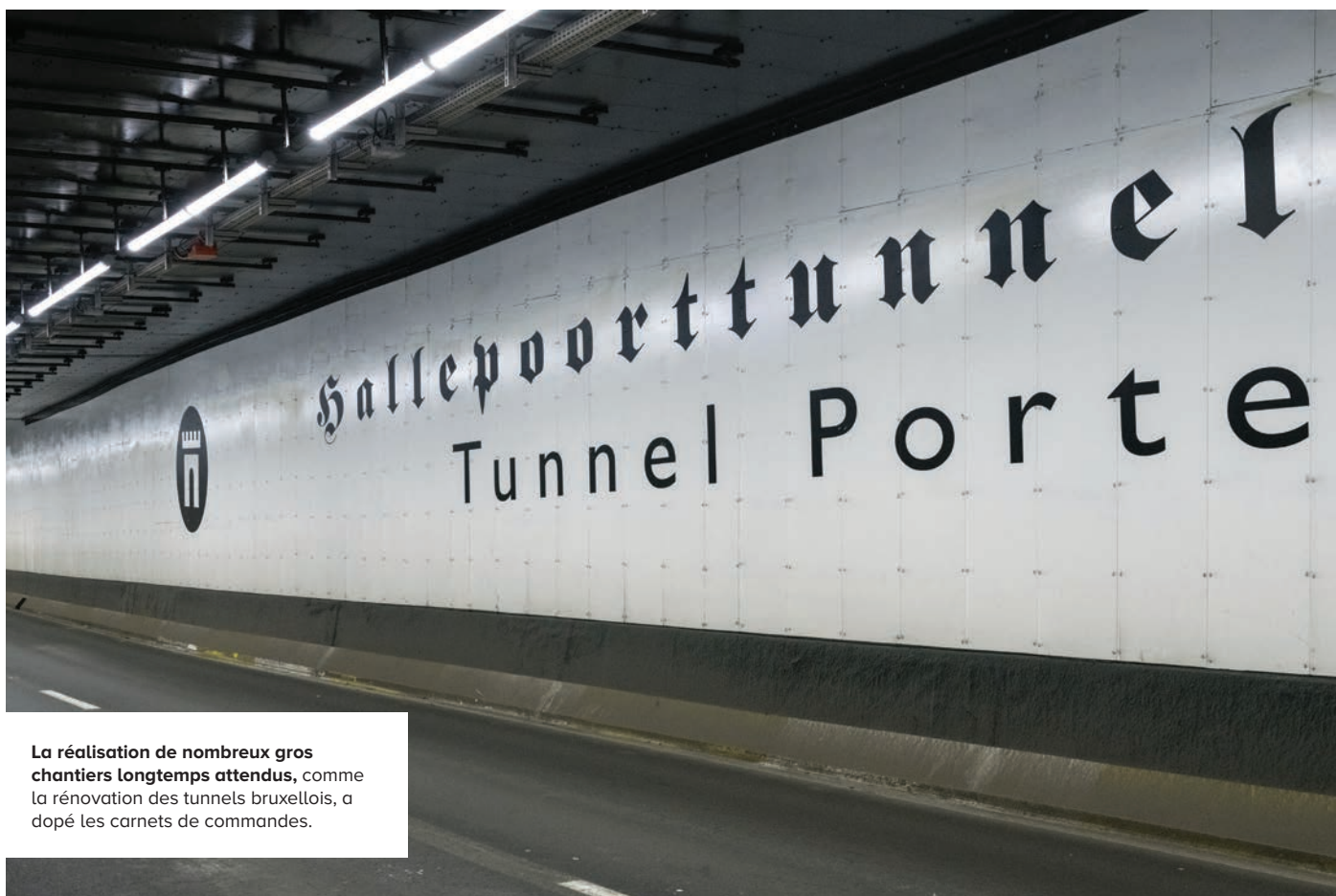
secteur (44%). Un défi relevé puisque 86% des membres de l'Adeb se sont attelés à la tâche numérique.

Dans ce vaste melting pot digital, ils estiment que c'est l'intelligence artificielle qui aura le plus d'impact (71%), devant l'internet des objets (47%), la robotisation (38%) et l'impression 3D (29%).

Le manque de vision politique

Autre grain de sable, le manque de vision politique dans l'aménagement du territoire. «Quand on engage un jeune à la sortie de ses études, il faut environ 10 ans pour qu'il devienne autonome. Or, nous n'avons aucune visibilité quant au volume de travail qui nous attend au-delà de la date de fin du chantier; les chantiers sont lancés coup par coup», déplore Frédéric Loriaux, président de l'Adeb et DG de CIT Blaton.

Si, en 2018, l'investissement public a redémarré pour atteindre 2,4% du Pib, il reste inférieur aux autres pays européens et ne pallie pas le désinvestissement des dernières décennies. Dans notre pays, les investissements publics dans les in-



La réalisation de nombreux gros chantiers longtemps attendus, comme la rénovation des tunnels bruxellois, a dopé les carnets de commandes.

Des chantiers qui nécessitent un savoir-faire technique, contractuel et humain. Ici, la démolition/reconstruction du nouveau siège de BNP Paribas au centre de Bruxelles. (© Besix)



frastructures ont ainsi diminué de moitié en 30 ans. «Notre métier est de bâtir et d'entretenir les infrastructures de demain; qu'il s'agisse de mobilité, d'éducation ou de santé. Sans vision claire de la part du pouvoir politique, il est impossible pour nos entreprises d'assurer une gestion durable des chantiers ou une formation permanente du personnel», ajoute Didier Cartage, DG de l'Adeb.

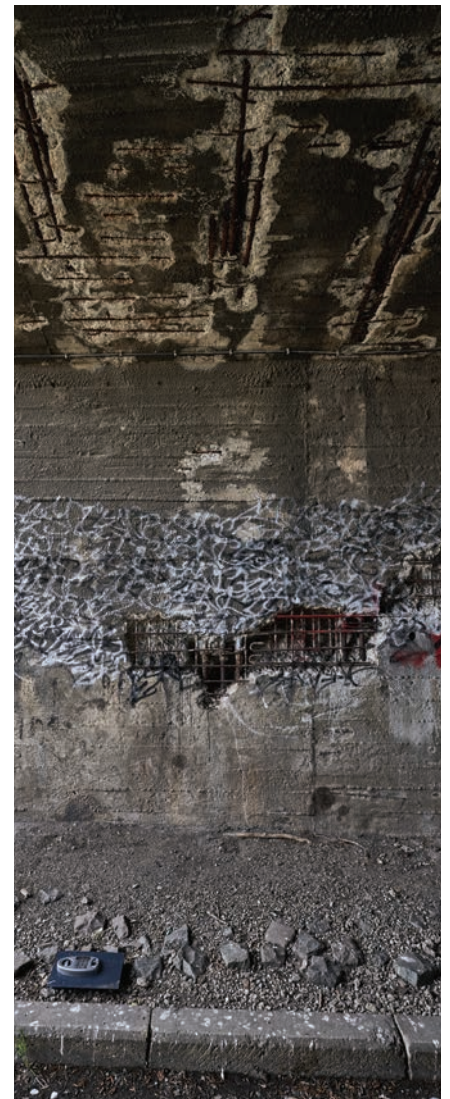
Après les tunnels, les ponts

Le sous-investissement des dernières décennies dans les infrastructures publiques et le manque d'entretien des ouvrages sont certes devenus des leitmotivs, mais il y a aussi des motifs de satisfaction. Les tunnels bruxellois bénéficient (enfin) d'importants travaux de rénovation. La majorité de ces chantiers urgents et importants devraient être terminés d'ici 2031.

Mais, après les tunnels, les ponts dont l'état reste problématique. La rampe du Lion à Schaerbeek, le pont de La Petite Ile à Anderlecht, le pont du carrefour Leonard, divers viaducs autour de Gand ne sont



De nombreux ponts en souffrance, victimes du manque d'entretien. Ici, la rampe Lion dessus et dessous à Schaerbeek et le pont de la Petite Ile à Anderlecht.



Les 65 entreprises membres de l'Adeb représentent un chiffre d'affaires de 9,5 milliards d'euros, soit 15% du secteur de la construction en Belgique, avec une répartition 50/50 de contrats publics et privés. Les dossiers «logements» s'adjugent de 30 à 40% des chantiers, le solde étant largement centré sur les infrastructures. L'Adeb représente 19.000 emplois directs et 57.000 emplois indirects.

que quelques exemples. Si la Région wallonne a établi un programme de réfection de certains ponts, la situation reste floue à Bruxelles tandis que la Flandre souffre d'un système déstructuré, de la multiplicité des acteurs et de la difficulté d'obtenir les permis. Le problème concerne aussi les écoles, les logements sociaux et les hôpitaux.

Formation et pérennité

Dans ce contexte contrasté et à la veille des élections, l'Adeb formule évidemment quelques recommandations. La première: miser sur la formation tout au long de la carrière, mais la formation en alternance, tant pour les métiers manuels qu'intellectuels, recueille toutes les faveurs. L'opération «Coup de poing pénurie» mise en

place par le Gouvernement wallon avec le soutien du Forem est citée en exemple. Parallèlement, 84% des entreprises membres misent sur la formation permanente de leur personnel pour pallier la pénurie et faire face à la montée en puissance de la technologie dans la construction.

La seconde recommandation porte, sans surprise, sur la nécessité d'un engagement politique ferme et d'une vision pluriannuelle, coordonnée et pérenne en matière d'infrastructures publiques. Et l'Adeb d'inviter les Régions bruxelloise et flamande à s'inspirer du Plan Wallon d'Investissements 2019-2024 qui donne une vision et une cartographie claire des travaux à effectuer durant ce laps de temps au sud du pays.

Troisième desiderata, intégrer l'entretien annuel des infrastructures dans les budgets. Les patrons des entreprises de grands travaux estiment ainsi que de 1,5 à 2% de la valeur de l'ouvrage doivent être consacrés à son entretien annuel. ■